

Le travail et le rapport de classes dans l'économie politique

Jean-Marie Harribey

« Rendez-vous de l'histoire : les frontières du travail »

Blois – 7 octobre 2021

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2021/10/08/le-travail-et-le-rapport-de-classes-dans-l-economie-politique>

Dès l'aube de l'économie politique moderne, à la fin du XVIII^e siècle, la place du travail et son statut dans la société, au-delà même de son rôle économique, font l'objet de discussions et de controverses. Celles-ci sont restées inscrites au cœur de toutes les sciences sociales jusqu'à aujourd'hui, de l'économie à la sociologie et l'anthropologie, voire de la psychologie et de la psychanalyse. Sans doute y a-t-il des traits durables et des interrogations permanentes qui dépassent les conséquences des transformations induites par l'évolution des techniques.

Que nous dit l'économie politique ? En quoi cela a-t-il des prolongements jusqu'à nos jours ?

L'économie politique classique, celle d'Adam Smith et de David Ricardo, s'attache à mettre au jour les lois de l'économie, considérées comme naturelles et universelles. Fidèle à la tradition héritée de Locke, la propriété de la terre est justifiée par le travail qui a été accompli sur elle. Le travail étant personnel et la propriété de sa propre personne étant la première des libertés, il en résulte le lien entre propriété et travail. Remarquons déjà que rien n'est dit de l'acte d'appropriation précédant la possibilité de travailler sur l'objet de cette appropriation. Ainsi, les colons s'appropriant la terre des Indiens d'Amérique sont-ils « dans leur droit » puisqu'ils y travaillent.

Si l'économie politique ferme les yeux sur cet acte initial d'appropriation/expropriation, c'est parce qu'elle a devant elle l'éclosion d'une dynamique capitaliste, dont elle va situer la source dans le travail, dans l'augmentation de sa productivité grâce la division du travail, nous dit Smith. Telle est l'origine de la richesse des nations et de l'expansion des échanges de marchandises dont il faut bien mesurer la valeur d'*échange*, qui ne peut résulter de la valeur d'*usage*. Ainsi s'échafaude la théorie de la valeur fondée sur le travail qui trouvera son apogée et sa limite avec Ricardo.

Marx fait éclater ce paradigme tout en gardant la dichotomie fondatrice, remontant à Aristote, entre valeur d'usage et valeur d'échange. Il le fait éclater sur au moins trois plans.

Premièrement, il réfute la notion même de lois universelles en économie. Lesdites lois économiques sont contingentes à un système économique. Celles que les classiques croient avoir découvertes sont celles du capitalisme. Mais, derrière cette réfutation abrupte, se niche une subtilité parce que le travail, dit Marx, comporte une dimension universelle, anthropologique, puisqu'il est le moyen par lequel l'homme produit ses conditions d'existence, notamment au travers de sa relation métabolique avec la nature, et une dimension socio-historique parce qu'il est mis en œuvre dans le cadre de rapports sociaux de production spécifiques à chaque époque.

Deuxièmement, Marx tire parti de la dualité précédente pour considérer que, par le travail, l'être humain se produit lui-même en même temps qu'il produit les biens qui sont nécessaires à sa vie. Il s'ensuit que, pour Marx, le travail qu'il appelle vivant permet le mouvement de la vie et ne peut être réduit à un simple acte de valorisation du capital.

« Le processus de travail tel que nous venons de l'analyser dans ses moments simples et abstraits – l'activité qui a pour but la production de valeurs d'usage, l'appropriation des objets extérieurs aux besoins –, est la condition générale des échanges matériels entre l'homme et de la nature, une

nécessité physique de la vie humaine, indépendante par cela même de toutes ses formes sociales, ou plutôt également commune à toutes. »¹

Le caractère de vivant du travail peut être retrouvé avec le constat des souffrances qui lui sont imposées par le nouveau management néolibéral, mises en lumière notamment par Christophe Dejours : selon celui-ci, la psychodynamique du travail pose que « le travail, en tant que travail vivant, est le terme qui conceptualise le lien entre la subjectivité, la politique et la culture »². On l'a vu *a contrario* quand la distanciation sociale s'est révélée être une menace pour le lien social. Et dans l'entre-deux-guerres, Simone Weil avait décrit la mine comme « un monde à part, séparé du monde des vivants » où « les hommes existent uniquement en qualité de travailleurs »³.

Troisièmement, Marx fait éclater la problématique de l'économie politique classique sur la valeur qui va s'accumuler en capital. C'est sans doute le point le plus refusé radicalement par l'idéologie bourgeoise et sa transcription en « science économique » au XX^e siècle. La critique marxienne de l'économie politique se développe en trois temps.

Le premier consiste à forger le concept de force de travail, qui seul permet de distinguer la valeur économique que celle-ci produit, de la valeur économique qu'elle reçoit sous forme de salaire, la différence étant la plus-value. Autrement dit, l'expression de « valeur du travail » entendue sur le plan économique n'a pour Marx aucun sens. Et elle en a d'autant moins qu'elle crée une polysémie déroutante avec la valeur éthique, philosophique du travail. Cet embrouillamini se retrouve dans 99 % des ouvrages prétendument destinés à traiter de la valeur travail et/ou de la valeur-travail (avec un trait d'union pour parler de la théorie portant ce nom).

Le deuxième temps de la critique de Marx porte sur la construction du cadre théorique du capitalisme : le capital s'accumule par l'exploitation de la force de travail. D'où une nouvelle formulation de la loi de la valeur permettant de surmonter la carence laissée par Ricardo : la *valeur d'usage* est une condition de la *valeur* en tant que fraction du travail socialement validé, laquelle apparaît dans l'échange par le biais d'une proportion, la *valeur d'échange* qui est mesurée par la quantité de travail nécessaire en moyenne dans la société considérée. Le marché fait abstraction des caractéristiques concrètes des travaux ayant donné naissance à des valeurs d'usage (i.e. des biens et services). Il transforme ces travaux concrets en travail abstrait. Dès lors, la valeur d'échange n'apparaît jamais sous la forme d'une quantité d'heures de travail, mais elle est traduite monétairement dans des prix de production de marché intégrant une tendance à l'égalisation des taux de profit dans l'économie, une intuition qu'avait déjà eue Ricardo, sans parvenir à la formaliser.

Je passe sur les discussions ultérieures occasionnées par la formalisation de Marx pour voir le troisième temps de sa critique de l'économie politique. Marx abandonne à tout instant un formalisme économiste qui consiste à voir dans l'échange de marchandises un simple rapport entre des choses matérielles, une simple valeur d'échange, et à oublier que, derrière, il y a des rapports entre des producteurs, c'est-à-dire des rapports sociaux, puisque la production est un acte social, un acte qui est même de plus en plus social au fur et à mesure que la division du travail s'approfondit. Marx entreprend ici la critique du fétichisme de la marchandise, de l'argent, de la *réification* des rapports sociaux qui entourent le travail, c'est-à-dire de leur *chosification*. Avec Marx, le travail n'est pas un facteur de production à côté du capital (le travail est le seul facteur de production dira Keynes), il est un rapport social avec celui-ci. Si

¹ Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 735.

² Christophe Dejours, *Travail vivant*, tome II : *Travail et émancipation*, Paris, Payot, 2009, p. 177, cité par Alexis Cukier, « Introduction » à Alexis Cukier (dir.), *Travail vivant et théorie critique. Affects, pouvoir et critique du travail*, Paris, PUF, 2017, p. 7.

³ Simone Weil, « Après la visite d'une mine », *L'Effort*, n° 229, 19 mars 1932, reproduit dans Geneviève Azam et Françoise Valon, *Simone Weil ou l'expérience de la nécessité*, Noisy-en-Campagne, Le Passager clandestin, 2016, p. 91-93.

l'on prend au sérieux le concept de travail abstrait, tous les travaux se valent et la justification des inégalités s'évanouit⁴.

En quoi ces réflexions nées il y a deux siècles ont-elles un prolongement aujourd'hui ?

Sans prétendre à l'exhaustivité, voyons-en trois traductions.

La première est d'ordre sémantique et/ou conceptuelle : quels sont les liens – rapprochements ou oppositions – entre activité, travail et emploi (l'un des thèmes de l'ouvrage de Marie-Anne Dujarier⁵) ? L'activité humaine déborde largement la sphère du travail productif, qui lui-même déborde la production de marchandises, puisqu'il existe un travail productif de services non marchands – et donc de valeur – validé politiquement⁶, contrairement à la vision libérale et contrairement aussi à la vision marxiste traditionnelle.

Avec la quasi-généralisation du salariat dans le capitalisme contemporain, il est tentant d'assimiler le travail salarié à l'emploi mais ce serait une erreur puisque 10 % environ de la population active s'auto-emploie. Je considère donc que l'emploi est la forme institutionnelle du travail producteur de marchandises et de services non marchands. Pourquoi une chose aussi simple se perd-elle dans un embrouillamini ? Souvenons-nous que ce sont l'OCDE et tous les chantres du néolibéralisme se mettant en place dans les années 1980-90 qui ont théorisé que l'activité allait remplacer le travail, pendant que d'autres prophétisaient la fin du travail.

Cela nous met sur la voie de la deuxième traduction actuelle des thématiques de l'économie politique. Est-ce que « les troubles dans le travail » dont parle M.-A. Dujarier ne seraient pas la précarisation que le travail subit à l'époque néolibérale ? Ou, l'« esquive du droit du travail » (Dujarier, p. 337), expression tout à fait juste, et qu'il faut donc relier au renforcement de l'exploitation de la force de travail, sous couvert de contrats précaires ou de prétendu auto-entreprenariat.

La troisième traduction actuelle des thématiques de l'économie politique est alors le retour de la lancinante question de la valeur créée par le travail. Que devient-elle à l'époque du capitalisme de plateformes, de l'intelligence artificielle, de la robotisation, à l'époque où les frontières entre le travail et les diverses activités deviennent floues ? Deux réponses sont possibles. Les usagers de ces firmes sont des producteurs de valeur⁷. Ou bien il s'agit d'une captation d'une rente de rareté⁸. Je retiens la seconde hypothèse, et, dans ce cas, il n'y a pas de valeur économique provenant d'un monde virtuel où disparaîtrait toute contingence matérielle. En réalité, cette rente de rareté est artificiellement créée par l'instauration de

⁴ *En finir avec le capitalovirus, L'alternative est possible*, Paris, Dunod, 2021. De même Saliha Bousseadra écrit : « Du point de vue du travail abstrait, tous les travaux des différentes forces de travail, quel[s] que soi[en]t leur sexe, leur âge ou même leur niveau de qualification, se valent. » dans « Le travail des femmes dans la pensée de Karl Marx », *Travailler au futur*, « Travail : pourquoi Marx avait raison », Hors-série, juin 2021, p. 21-25. Le travail domestique mériterait une analyse spécifique qui dépasserait le cadre de ce texte ; quelques éléments sont dans « Le genre des choses est les choses de genre », *Les Possibles*, n° 16, printemps 2018, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/genre-choses.pdf>.

⁵ Marie-Anne Dujarier, *Troubles dans le travail, Sociologie d'une catégorie de pensée*, Paris, PUF, 2021. « Qu'appelons-nous "travail" ? », *AOC*, 31 août 2021. « Le mot travail est à la fois omniprésent et source de multiples quiproquos », *Alternatives économiques*, 11 septembre 2021. « Le travail, une sentinelle face aux troubles contemporains », *Le Monde*, 3 et 4 octobre 2021.

⁶ Jean-Marie Harribey, « Dans les services non marchands, le travail est productif de valeur », *La Nouvelle Revue du travail*, n° 15, 2019, <https://journals.openedition.org/nrt/6176>

⁷ Christian Fuchs, « The digital labour theory of value and Karl Marx in the age of Facebook, YouTube, Twitter, and Weibo », dans Fuchs Christian & Fisher Eran (eds), *Reconsidering value and labour in the digital age*, Palgrave Macmillan, 2005, p. 26-41

⁸ Bauwens Michel and Niaros Vasilis, « Value in the commons economy : Developments in open and contributory value accounting », *Value-in-the-Commons-Economy_M.-Bauwens.pdf*. Heinrich Böll Stiftung, 2016, <http://confrontations.org/wp-content/uploads/2016/12/1>. Cédric Durand, *Techno-féodalisme, Critique de l'économie numérique*, Paris, La Découverte, Zones, 2020.

nouveaux droits de propriété via des brevets sur les connaissances, les données et même le vivant. Ce sont ces nouvelles enclosures qui permettent la concentration de la valeur entre peu de mains. S'il est vrai que la révolution numérique conduit les entreprises à « faire faire les choses » gratuitement par les consommateurs utilisateurs, elles diminuent leurs coûts, donc soit la valeur des marchandises diminue, soit la part du profit s'accroît.

J'illustre mon choix par trois exemples. Faut-il taxer les robots ou leur faire payer des cotisations se demandent beaucoup de gens ? Poser cette question, c'est confondre l'assiette de calcul d'un impôt et la source du prélèvement, qui reste et qui restera toujours la valeur ajoutée **nette** par le travail.

Deuxième exemple : c'est la même chose pour le dénommé revenu d'existence, la déconnexion entre revenu et travail n'a pas de sens sur le plan de l'ensemble de l'économie. L'idée selon laquelle l'activité libre serait à l'origine de choses utiles, bien que non validées socialement, justifiant un tel revenu réintroduit la confusion entre valeur d'usage et valeur.

Troisième exemple : la nature travaille-t-elle et crée-t-elle une valeur économique ou a-t-elle une valeur économique intrinsèque, comme le proclame encore le dernier rapport du PNUE sur la valeur de l'eau ? Poser la question, c'est retourner à un stade pré-aristotélicien de la pensée et confondre des registres incommensurables de la richesse, la valeur et de ce qui est inestimable⁹.

Ce qu'il y a d'exact dans les interrogations contemporaines, c'est que la reconfiguration des formes et des contours du travail accompagnant la reconfiguration du capitalisme nous obligent à repréciser les conditions de la production de valeur et de son appropriation puisque celles-ci sont la logique même du capitalisme. C'est exactement l'enseignement de l'économie politique et de sa critique : le travail, dans sa double dimension, anthropologique et socio-historique, ne peut être compris que dans un rapport de classes. Sortir de ce cadre épistémologique est toujours possible, mais il faut alors renoncer à comprendre le capitalisme.

Annexe

Sur les incompréhensions concernant la valeur(-)travail

J'analyse tout à fait différemment les questions du travail, de la valeur et de la valeur(-)travail que traitent aussi mon collègue Jérôme Gleizes dans sa chronique « Décroissance et centralité de la valeur travail » (*Politis*, n° 1673, 30 septembre 2021), qui est très intéressante parce qu'elle rassemble un grand nombre d'incompréhensions présentes dans le débat public¹⁰.

⁹ Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013 ; *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la Monnaie*, Le Bord de l'eau, 2020 ; *En finir avec le capitalovirus*, op. cit.

¹⁰ Bien entendu, les experts de gauche ne sont pas les seuls brouiller les pistes entre valeur-travail et valeur travail. On lira la suite de préceptes idéologiques énoncés par l'« ambassadeur du gouvernement pour l'intéressement et la participation », Thibault Lanxade, « Un dividende partagé pour augmenter le pouvoir d'achat », *Les Échos*, 1^{er} et 2 octobre 2021. Dans la même veine, Patrick Vieu, « ancien conseiller "environnement de François Hollande" », le président qui a enterré la social-démocratie pour faire le jeu du néolibéralisme, écrit que l'écologie « est une réalité métapolitique qui surdétermine les questions politiques, économique et sociale » dans « Pour être l'écologie du XXI^e siècle, le socialisme doit opérer une mutation », *Le Monde*, 8 octobre 2021 ; c'est confondre le fait que l'activité humaine s'insère dans la biosphère et le fait que l'action politique n'a pas d'autre direction que celle qu'on lui donne ; en quelque sorte, la subordination énoncée par Vieu et la plupart des écologistes est le miroir inversé de la croyance qui a prévalu autrefois et qui perdure chez les nostalgiques des Trente Glorieuses, selon laquelle l'économie surdéterminait tout. Le social et l'écologie doivent être pensées ensemble et harmonisées.

1) L'auteur nous dit : « Les rapports du GIEC ont confirmé la nécessité de découpler nos modèles économiques et énergétiques. Il y a un découplage relatif, mais nous devons atteindre un découplage absolu si nous voulons éviter le chaos climatique. » Ceci est exact. Mais il dit ensuite : « Nous devons donc réduire la quantité d'énergie et celle de CO₂ émise par euro de richesse produite. » Or ceci est la définition même du découplage relatif.

2) « Historiquement, depuis Adam Smith, repris par Karl Marx, la richesse provient du travail. » Si c'est exact pour Smith, c'est faux pour Marx qui n'a cessé de répéter que les deux sources de la richesse étaient le travail et la terre, tandis que le travail était le seul créateur de la valeur au sens économique. La confusion entre richesse et valeur est pratiquement similaire à celle entre valeur d'usage et valeur d'échange, pourtant dévoilée il y a 2 500 ans par Aristote.

3) Suit la confusion entre la **valeur-travail**, au sens de la théorie économique qui porte ce nom pour analyser la valeur des marchandises, et la **valeur travail**, au sens philosophique, éthique ou sociologique : « Elle est la source des prix, des salaires et des profits. La valeur travail a été détournée de son interprétation économique pour une autre, sociologique : le travail comme forme prioritaire de socialisation des individus. » Or cette affirmation revient à nier l'ambivalence non contradictoire du travail : à la fois source de toute valeur économique et moyen d'insertion et de reconnaissance sociales, aux antipodes de la fameuse distanciation sociale. Il s'agit donc moins d'un détournement que d'une jonction entre ceux qui nient le travail en tant que créateur de valeur et ceux qui contestent son rôle socialisateur.

4) « De fait, il y a une confusion entre la notion de travail et d'emploi, mais la centralité de la relation travail/salaire reste prééminente », poursuit l'auteur. Mais l'emploi (salaré ou non) n'est-il pas la forme institutionnelle dans laquelle s'exerce le travail ? De plus, si l'on assimilait le salaire au paiement du travail, on passerait par dessus bord le concept magistral de Marx, celui de force de travail louée par le capital.

5) « Tous les rapports sociaux de production et de consommation doivent être modifiés, à commencer par le lien entre revenu et activité, avec la mise en œuvre d'un revenu d'existence, universel ou citoyen. » Or il faut distinguer niveau microéconomique et niveau macroéconomique, puisque, au niveau global, il n'y a pas de revenu qui vienne d'une autre source que le travail. De la même manière il convient de distinguer travail et activité, cette dernière ayant un périmètre plus large que le travail productif de valeur monétaire.

6) « Il faut arrêter de privilégier la propriété des biens de consommation pour mettre en place une économie de la fonctionnalité. » L'économie capitaliste ne se définirait-elle plus par la propriété des moyens de production ? Tout se réduirait-il à l'échelon individuel de la consommation ? On peut se demander si l'une des raisons de la difficulté à faire prendre conscience de la crise écologique ne serait pas de ne jamais identifier l'objet fondamental de la discussion : le capitalisme... D'où la difficile articulation entre le social et l'écologie que ladite écologie politique a du mal à réaliser.